

**Bernard BERNIER, *Capitalisme, société et culture au Japon*,  
Montréal, Université de Montréal, 1989, 454 p.**

Yves Mallette

Numéro 18, automne 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040678ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040678ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mallette, Y. (1990). Compte rendu de [Bernard BERNIER, *Capitalisme, société et culture au Japon*, Montréal, Université de Montréal, 1989, 454 p.] *Politique*, (18), 129–132. <https://doi.org/10.7202/040678ar>

Bernard BERNIER, *Capitalisme, société et culture au Japon*, Montréal, Université de Montréal, 1989, 454 p.

Ce livre constitue le premier volet d'une trilogie consacrée au développement industriel du Japon. Dans cet ouvrage, l'auteur s'attarde à la période qui va du VI<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ au début du XX<sup>e</sup> siècle (la fin de l'ère Meiji). Le livre de Bernard Bernier vient combler un vide important dans la littérature spécialisée de langue française portant sur le Japon. Bien que le miracle

économique japonais ait fait l'objet de nombreuses études (voir à cet effet les Ezra Vogel), rares sont les analyses, comme celles de Bernard Bernier, qui mettent de côté les facteurs ponctuels et qui expliquent ce phénomène par la présence de conditions particulières au moment de la formation de la société nipponne. L'auteur ne se livre pas à une description historique des différents événements qui ont façonné l'histoire du Japon, mais concentre plutôt son attention sur l'impact des facteurs économiques, sociopolitiques, institutionnels, idéologiques et culturels sur la construction de la formation sociale japonaise à l'époque féodale. La première partie de cette monographie (chapitres 1 à 6) cherche justement à bien cerner le contexte dans lequel ce processus s'est effectué. Dans la deuxième section (chapitres 7 à 11), l'auteur se penche sur l'industrialisation qui débute avec l'avènement de l'ère Meiji. Il s'emploie à démontrer comment la modernisation industrielle du pays se heurte aux modes d'organisation politique, économique et sociale hérités de la période agraire. Mais, selon l'auteur, le choc entre l'ancienne et la nouvelle société demeure d'autant plus grand que l'industrialisation japonaise s'est réalisée en réaction contre le capitalisme occidental. La pénétration progressive de ce dernier à partir de 1853 provoque une rupture brutale avec l'ancien régime et oblige le Japon à passer à l'ère moderne sans qu'il ait pu achever la mise en place de structures endogènes facilitant cette transition. En revanche, un tel passage à vide entraîne la persistance de valeurs (comme la dimension holistique) associées à la période antérieure et qui servent à atténuer le traumatisme que vit le Japon au contact du capitalisme occidental. Dans ce contexte, l'entreprise d'industrialisation rencontre des forces d'inertie, les éléments en continuité avec le passé japonais, qui confèrent au capitalisme japonais une configuration fort différente de l'expérience occidentale. Cette situation a souvent amené certains observateurs à l'Ouest à faire preuve d'ethnocentrisme en déclarant qu'il s'agit là de la preuve ultime que le Japon du XX<sup>e</sup> siècle reste avant tout féodal dans ses rapports sociaux. Par contre, l'implantation du capitalisme sur le territoire japonais a suscité l'émergence de tout un système de pensée étranger à la réalité de ce pays et, au fil des années, s'est greffée à un corpus

idéologique en place depuis des siècles. Le Japon expérimente donc une rupture radicale avec divers aspects de son passé. Ainsi, le rôle social des femmes s'est modifié drastiquement: de simples matrices qu'elles étaient auparavant, les voilà maintenant, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, une composante majeure de la force de travail.

Bernard Bernier s'interroge sur les raisons qui ont rendu possible le décollage économique du Japon et pas celui des autres pays non-occidentaux. Il note même que le Japon a réussi à échapper au joug colonial de l'Ouest et à se transformer lui-même, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, en une puissance impérialiste. L'auteur nous montre que l'explication de cette problématique se situe dans la configuration particulière de la politique d'ouverture du Japon à l'Occident lors de la période Meiji. En fait, on ne peut manquer de tracer un parallèle entre le cas du Japon et celui de la Chine. Cette dernière constituait jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle l'une des civilisations les plus avancées et a même servi, à un moment donné de son histoire, surtout aux VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, de modèle à partir duquel s'est inspiré le Japon des Yamato et celui des Fujiwara dans l'édification de leurs sociétés respectives. Au même moment, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les deux pays entrent en contact avec l'Ouest et, à partir de là, leur orientation prend une tangente différente: le Japon deviendra l'un des États les plus développés, et la Chine s'enlisera dans le marasme du sous-développement. Cet écart tire sa source des divergences de perception qui animent la Chine et le Japon dans leurs rapports avec l'Occident. La Chine se considère comme le centre de l'univers et comme la plus grande civilisation sous le ciel et, à ce titre, cherche à limiter le plus possible ses relations avec les «barbares étrangers». Pour les Chinois, la supériorité de l'Occident repose sur des moyens militaires, car, sur le plan spirituel, la suprématie du système de valeurs propre à l'Empire du milieu ne fait l'ombre d'un doute. Voilà pourquoi la Chine, quand elle se sent forcée, importe de manière sélective ce qui provient de l'Ouest: il s'agit d'emprunter les procédés technologiques et non les modes de pensée qui les soutendent. En utilisant une telle approche, la Chine se condamne à la faillite. Elle n'a pas compris que le progrès scientifique s'appuie sur un système de valeurs qui l'alimente et lui donne une

dynamique particulière (lien dialectique infrastructure-superstructure). Bernard Bernier souligne avec justesse que le Japon, quant à lui, a su faire preuve d'un pragmatisme plus grand. Il s'est tourné vers le capitalisme pour y piger non seulement les recettes de son succès économique, mais également les principales constituantes de son appareil idéologique. Le Japon des Meiji a même vu que la brisure avec le passé ne devait pas nécessairement être totale. En effet, il demeurait possible, au niveau politique par exemple, d'aller puiser dans les modèles occidentaux des éléments qui soient en harmonie avec l'héritage japonais. Ainsi, la Constitution de 1889 et les modalités de structuration de la vie politique qui en résultent sont fortement influencées par l'expérience prussienne. L'organisation autoritaire du pouvoir dans cette dernière convient parfaitement à un pays comme le Japon où, historiquement, gouverner voulait dire concentration de l'autorité politique entre les mains d'une élite et exclusion du corps social du processus de décision. Mais en même temps, le mimétisme de l'Occident suscite l'apparition de courants de pensée en contradiction avec le passé japonais. La pénétration des idées occidentales se caractérise aussi par l'arrivée du libéralisme, porteur de notions telles le libre jeu des forces du marché en matière de rapports économiques ou la compétition entre une pluralité d'acteurs dans l'arène politique. Dans cette optique, le développement industriel prodigieux du Japon provient peut-être de la synthèse qu'il a su effectuer entre les éléments de continuité et ceux de discontinuité associés à l'adoption du mode de production capitaliste.

Un des mérites premiers de ce livre réside non pas uniquement dans l'explication qu'il propose de l'évolution du Japon dans un cadre temporel bien déterminé, mais aussi, pour les sciences politiques, dans les outils conceptuels qu'il utilise et qui permettent de faire déboucher la réflexion sur le plan de l'analyse comparative, facilitant de cette manière une compréhension plus globale de la place du Japon dans l'ensemble des relations économiques et politiques mondiales.

*Yves Mallette*  
Université Concordia